VOICI VENU LE TEMPS DE REMETTRE LA CAMISADE….

Aujourd'hui, la réforme territoriale nous oblige à nous interroger sur notre identité, fruit de l'interaction entre une Histoire et un territoire. Aucune société, en effet, ne peut se définir sans faire référence à un espace et à un passé.

Naturellement, ce contenu identitaire varie selon les mouvements de populations qui suivent les mutations économiques et culturelles. C'est ainsi que nos Cévennes, en voie de dépeuplement jusqu'aux années 90, sont maintenant sur la voie du redressement démographique grâce à l'arrivée continue de nouveaux habitants. Ils ne viennent pas ici par hasard. Ce qui les fait bouger, en l'absence même de grandes entreprises ou d'industries pourvoyeuses d'emplois en masse, c'est la découverte d'un état d'esprit, d'une philosophie de l'existence, en un mot d'une identité.

Notre histoire a été marquée par des périodes critiques, au cours desquelles nos prédécesseurs ont dû assumer des choix lourds de conséquences. Des camisards prenant les armes au nom de la liberté de conscience, jusqu'aux « justes » accueillants les enfants juifs. Ces exemples nous définissent et nous engagent.

Ce qui aujourd'hui nous met dans l'obligation de réagir, c'est un système brutal, où l'argent est devenu le seul baromètre. On déshabille les communes au profit des structures technocratiques que sont l'intercommunalité, les agglos et les sacro-saintes « métropoles ». Comment admettre qu'une loi qui bouleverse à ce point notre paysage administratif puisse se décider à Paris, sans prise en compte du terrain où elle va s'appliquer, en méprisant la voix des populations concernées et de leurs représentants ? Ne rien faire, c'est laisser s'installer un désert de valeur, une jachère idéologique où ne seront plus prises en compte que les considérations comptables. Nous assistons au rabotage de nos compétences qui nous prive du droit de construire notre destin.

Examinons, à titre d'exemple, un des arguments-phares repris en boucle par les promoteurs de cette réforme : elle permettrait une mutualisation des moyens à grande échelle, supposée profiter à tous ; c'est oublier que dans ce type de regroupement forcé, c'est invariablement le plus petit qu'on dépouille, au risque de le voir tout simplement disparaître en tant que lieu d'initiative et de ressources. C'est notre mort, la mort civique des terroirs, que l'on programme au nom de l'efficacité économique.

Ici, en Cévennes, nous ne pouvons accepter de nous voir imposer une façon de vivre. Voici venu le temps de remettre la camisade, et ce sera l'honneur des élus de terrain que de la revêtir les premiers. Ces élus, si mal traités par le pouvoir, produisent, on le sait, un travail bénévole considérable ; leur souci permanent est de résister à la mise à sac de la ruralité. Il faut nous mettre en ordre de bataille, revendiquer une identité à même de combattre les dérives qui nous menacent ; l'attention que nous portons à l'humain, aux aspirations individuelles, en est une composante essentielle. Trop de nos contemporains ont la sensation d'étouffer, de se voir priver de l'espace nécessaire à l'exercice de leur liberté, comme si le temps lui-même avait fait l'objet d'une compression, d'une rationalisation à outrance, ne laissant à la personne que les moyens de « fonctionner ».

Nous qui voulons avant tout amener de la qualité à nos vies, nous entendons nous faire les porte-parole de cette ruralité nouvelle, conscients que dans le grand jeu des échanges et des débats nécessaires à la vie démocratique notre apport peut être salutaire ; en jouant la carte de la qualité de vie plutôt que celle de la recherche systématique du profit, nous avons le sentiment de servir l'intérêt général ; nous entendons disposer des moyens de continuer à jouer cette carte, la seule qui nous donnera la force de maîtriser les évolutions à venir.

Henri de Latour, maire de Lasalle en Cévennes